Par e-mail : https://www.lesoir.be/566896/article/2024-02-07/climat-ladaptation-en-wallonie-lente-couteuse-mais-vitale

Climat : l’adaptation en Wallonie, lente, coûteuse mais vitale

Le réchauffement du climat est inéluctable en Belgique. Partout, on songe à des plans pour s’adapter aux nouveaux risques. Cette œuvre colossale nécessitera des moyens et impliquera des bouleversements. La Wallonie, qui accueille un colloque consacré à ces questions ces jeudi et vendredi, a lancé une vaste étude pour cartographier ses vulnérabilités.

Michel De Muelenaere - 7/02/2024

S’adapter. Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l’option acquiert de plus en plus de poids. « L’année 2024 sera celle de l’adaptation », indiquait récemment le ministre français de l’Environnement, Christophe Béchu, au moment où la France prépare son troisième plan d’adaptation. « Une année où nous allons passer du constat, de la sortie du déni, à la mise en œuvre des mesures qui sont nécessaires. » En Flandre, la ministre de l’Environnement en a fait une priorité, avant même la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Partout s’élaborent des stratégies pour s’armer contre les impacts déjà sensibles – et qui vont s’aggraver – du changement climatique. Elever des digues à la côte, protéger les habitations ou redessiner les cours d’eau pour échapper aux inondations, protéger les maisons contre la chaleur, redimensionner les réseaux d’égouttage, renforcer les services d’incendies, élaborer des plans canicule,…

La tâche est immense. Lente. Coûteuse. Certes, le coût de l’action est cinq fois moins élevé que celui de l’inaction, ne cessent de répéter les responsables politiques. La population est plus sensibilisée, mais « pas encore formée ». « L’adaptation, ce n’est pas un sprint, c’est un marathon », détaille un expert. Il faut tout revoir à l’aune de scénarios du pire. Mais lesquels ? Trop pessimiste, on risque d’investir pour se prémunir d’événements qui ne se produiront pas de sitôt. Trop optimiste, on risque de sous-dimensionner.

Le réveil des consciences

Partout on y réfléchit. La Wallonie, qui accueille un colloque ces jeudi et vendredi, à Liège, a mandaté un groupe d’experts pour identifier les vulnérabilités du territoire et déterminer des « zones d’intervention prioritaire ». Venus de tous horizons, ils travaillent sur base de trois scénarios de réchauffement: 2, 3 et 4 °C au cours de ce siècle.

Bien entendu, des plans existaient. La Wallonie a un plan sécheresse, travaille sur la résilience de ses forêts, réfléchit à l’érosion des sols, plante des haies, a des plans canicules, incendies… Bruxelles a notamment travaillé sur la résistance à la chaleur. Mais les inondations meurtrières de juillet 2021 ont brutalement accéléré les réflexions et les actions. « Des plans, j’en suis un peu revenu », grince un fonctionnaire proche du dossier. « On a développé des connaissances, on a réalisé des études de vulnérabilité. Un beau travail… avec zéro budget pour sa mise en œuvre. Rien de tel qu’une catastrophe pour fouetter le politique et les consciences et débloquer des moyens. On n’en a jamais eu autant depuis le drame de la Vesdre. »

Le constat est partagé. Les inondations de 2021 ont sonné les consciences. Reste à espérer qu'elles ne s'endorment pas de sitôt. Or, les signes sont là. Avec un autre risque : qu'un événement majeur n'efface d'autres défis. « Les inondations de 2021 ont un peu fait oublier les années de sécheresse que la Wallonie a connues auparavant », souffle-t-on à l'administration.

Des risques plus récurrents

Concrétiser: « Quand on parle de l'adaptation, on n'est plus dans la même logique : il faut changer de logiciel », signale Jacques Teller, professeur d'urbanisme à l'Université de Liège. Il faut non seulement changer l'avenir, mais aussi s'attaquer à l'héritage des décennies passées. Des bâtiments construits dans des zones inondables, par exemple… « En juillet 2021, trois quarts des bâtiments touchés dataient d'avant 1950. De la révolution industrielle au XXe siècle, on a produit de la vulnérabilité. »

Que ce soit pour les inondations ou l'absence de verdure dans les villes, il faut maintenant corriger les dérives, éviter de prendre des mesures qui aggravent la situation. Et privilégier dans un premier temps ce qui répond à plusieurs problèmes – par exemple, les inondations et les sécheresses avec des aménagements urbains qui absorbent le trop-plein mais retiennent l'eau lorsqu'elle est rare et contribuent à rafraîchir.

« L'étude wallonne rassemblera des données et permettra au prochain gouvernement, et à ceux qui suivront, de faire des choix pour leurs plans d'adaptation », explique Manu Harchies (Icedd, Institut de conseil et d'études en développement durable) qui coordonne ce travail dont on attend les conclusions fin 2025. Les risques sont déjà identifiés : précipitations intenses ou trop faibles avec des incertitudes sur les extrêmes, inondations, vagues de chaleur, sécheresse… Mais de nouveaux soucis émergent comme les risques d'incendies auquel le secteur touristique est très exposé. « La nouveauté est que ces risques sont plus récurrents, qu'ils se combinent et que la sensibilité est plus grande. »

Et tout n'est pas question d'infrastructure : « Réduire les inégalités est une mesure d'adaptation et de résilience très forte », conclut Harchies.

S'adapter. Dans la lutte contre le réchauffement climatique, l'option acquiert de plus en plus de poids. « L'année 2024 sera celle de l'adaptation », indiquait récemment le ministre français de l'Environnement, Christophe Béchu, au moment où la France prépare son troisième plan d'adaptation. « Une année où nous allons passer du constat, de la sortie du déni, à la mise en œuvre des mesures qui sont nécessaires. » En Flandre, la ministre de l'Environnement en a fait une priorité, avant même la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Partout s'élaborent des stratégies pour s'armer contre les impacts déjà sensibles – et qui vont s'aggraver – du changement climatique. Elever des digues à la côte, protéger les habitations ou redessiner les cours d'eau pour échapper aux inondations, protéger les maisons contre la chaleur, redimensionner les réseaux d'égouttage, renforcer les services d'incendies, élaborer des plans canicule,…

Chapitre 1

Dans la Vesdre, un début de reconstruction résiliente

Beaucoup d'actions dans l'urgence, des projets en pagaille, un schéma ambitieux… la

reconstruction dans le bassin de la Vesdre touché par les inondations de juillet 2021 ne fait que commencer. Et la nature peut être une précieuse alliée.

La vanne métallique au centre d'Eupen, en amont des Câbleries, faisait partie du paysage. Elle permettait, dit la petite histoire, de créer un plan d'eau sur lequel les estivants se baladaient en pédalo… Cela fait belle lurette qu'il n'y a plus de pédalos sur la Vesdre, mais le seuil mobile qui barrait le cours de la rivière est resté. Et, en juillet 2021, a aggravé l'inondation de la ville basse. Désormais, la vanne appartient au passé. Les services de la Région wallonne ont procédé à son enlèvement.

« Au fil des ans, elle avait contribué à l'accumulation de sédiments en amont », détaillent Michel Pirotton et Pierre Archambeau, professeurs à l'Université de Liège, qui ont modélisé l'hydrologie du bassin. En faisant « remonter » le fond de la rivière – et en combinaison avec l'effet des piles du pont tout proche –, les sédiments ont facilité son débordement. « Grâce à l'enlèvement de la vanne et au curage de la Vesdre, on a gagné une hauteur de 1,5 mètre », se réjouit Claudia Niessen, la bourgmestre d'Eupen. « L'enlèvement d'autres seuils, sur la Helle, est aussi à l'étude. » A l'avenir, l'eau pourra ainsi passer plus facilement dans le centre de la ville.

Ce n'est qu'une des nombreuses mesures qui ont été prises dans l'urgence dans les localités sinistrées. Eupen a également verdurisé et désimperméabilisé des quartiers, reconstruit des ponts plus allégés, créé des parcs permettant d'infiltrer les eaux, démoli des bâtiments, mais aussi... reconstruit parfois sur des sites à risque d'inondation. Dans la vallée de la Vesdre, tout le monde s'est lancé dans la reconstruction en cherchant tant bien que mal à se prémunir contre une nouvelle catastrophe. Mais les termes du débat ont changé, rappelle Jacques Teller professeur d'urbanisme à Liège. « Jusque-là, on utilisait une période de retour de 100 ans pour dimensionner et analyser les risques pour les enjeux. Mais les débits observés en 2021 sont statistiquement compatibles avec une période de retour de 350 à 450 ans. Et les modèles climatologiques nous montrent que de telles précipitations pourraient se produire à deux reprises avant 2050. Pour les infrastructures critiques – services de pompiers, écoles, établissements de soins de santé, infrastructures de mobilité, d'énergie… – il faut regarder au-delà des 100 ans. »

Un « schéma stratégique »

Il n'est pas aisé de relever la barre des exigences. Partout on confirme : tout le monde veut tourner la page. A Eupen où 500 ménages ont été touchés par les flots, témoigne la bourgmestre, « la plupart des habitants et des entreprises ont reconstruit à l'identique, parfois même plus grand, plus proche de l'eau. Les gens se disent que la cause de l'inondation ce n'est pas le réchauffement climatique, c'est la gestion des barrages. Une réponse simple… » En mars 2022, la commission d'enquête n'avait pas remis en cause le fonctionnement des barrages.

L'urgence, c'était la sécurisation et la reconstruction des berges, la destruction de certaines maisons, la mise en place de nouvelles règles d'urbanisme. Plus de 450 millions ont été mis sur la table par la Région. Parallèlement, une équipe d'experts a écrit un « schéma stratégique » recommandant une reconstruction résiliente du bassin dont on attend encore la modélisation hydraulique. Sous la responsabilité de Pirotton et d'Archambeau, celle-ci permettra à l'administration de tester des solutions d'aménagements en fonction de différents scénarios.

Dominant les 69.300 ha du bassin, le plateau est un mélange de forêts et de terres agricoles grignoté par une urbanisation qui écrase la vallée. Ici vivent environ 200.000 personnes. Le schéma élabore notamment, une série de propositions pour utiliser des « infrastructures vertes » – zones naturelles

et semi-naturelles et d’autres éléments environnementaux – pour mieux réguler le cycle de l’eau, le climat et les microclimats comme les îlots de chaleur. « Ces solutions basées sur la nature sont efficaces aussi bien pour réguler l’abondance de l’eau que pour pallier son absence », résume Aurore Degré, professeur d’hydrologie et de physique des sols à Gembloux. « Ce sont des solutions peu coûteuses, sans effets collatéraux dommageables qui apportent d’autres bénéfices environnementaux et paysagers. Pour moi, il n’y a pas d’hésitation, il faut foncer dans cette direction. »

Sur le plateau, les experts ont étudié l’impact de plusieurs interventions sur l’infiltration et le ruissellement de l’eau : planter massivement des haies, remplacer les forêts d’épicéas par des feuillus et restaurer les tourbières. « Plus on va infiltrer, plus on va ralentir l’eau et plus on va la redistribuer pour être en capacité de subir une sécheresse longue », traduit Degré. L’évaluation est mitigée sur la capacité des tourbières de retenir l’eau (5 % de diminution des débits de crue), même si leur restauration s’impose pour soutenir la biodiversité. En revanche, les deux autres outils montrent leur efficacité.

« Laisser la place à la rivière »

Les modèles montrent que le remplacement de forêts d’épicéas par des feuillus, accompagné par une décompaction des sols permet de réduire de 11 % les pics de crue. La reconstitution de bocages grâce à la plantation de haies dont les racines plongent profondément sous terre a quant à elle un impact « impressionnant », poursuit Degré : 25 à 30 % de réduction de la crue. Des contraintes pour les agriculteurs ? « Cela peut être des haies productives », nuance Degré. « Il est clair que ce service à la collectivité doit être rémunéré. »

Quant aux forêts dont la moitié est en gestion publique, « si on veut être prêts dans 20 ans, on ne peut pas attendre ». Entendez : il faut couper les épicéas avant qu’ils ne soient à maturité. Sur les sols hydromorphes (fortement imbibés d’eau), « il est nécessaire en effet d’abandonner toute idée de spéculations sylvicoles rentables », ajoute Marc Dufrêne, professeur à Gembloux, « de boucher un maximum de drains, d’y développer la régénération naturelle ». C’est la direction que prend déjà le DNF, insiste René Dahmen, chef du cantonnement d’Elsenborn. « En forêt domaniale, l’objectif est de transformer les plantations d’épicéas en forêt feuillue et on laisse les drains [qui accélèrent le transit de l’eau vers la vallée, NDLR] se boucher naturellement. C’est inscrit dans les plans d’aménagement. »

« Les solutions naturelles ne sont pas les seules à mettre en œuvre », précise Degré. « Ça fait partie de toutes les briques. Et parmi celles-ci, il y a clairement la réduction de la vulnérabilité et laisser la place à la rivière, lui laisser un peu sa zone naturelle d’expansion de crue. »

Que deviendront les propositions du schéma et par qui seront-elles portées ? Les experts craignent qu’on les néglige, constatant qu’elles ne sont « pas compatibles avec le calendrier électoral ». « Un pilotage ? Je n’en vois pas », souffle un bourgmestre de la zone, soucieux de la solidarité entre les communes du bassin. « Ce schéma est une vision et c’est notre horizon politique », promet la ministre Céline Tellier (Ecolo). Du côté du ministre Willy Borsus (MR, aménagement du territoire), on désigne les deux instances chargées de la mise en œuvre : la conférence des bourgmestres de l’arrondissement de Verviers et les comités techniques par sous-bassins hydrogaphique chargé des plans de gestion des inondations.